e-Migrinter

8 | 2012

Regards sur les migrations sud-asiatiques

Histoire des migrations internationales et des luttes contre les discriminations

Compte rendu du cycle de conférence de l'Espace Mendès France,
Poitiers, 2011-2012

Victoire Cottureau, Guillaume Le Roux et Mickaël Quintard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/655>

DOI : 10.4000/e-migrinter.655

ISSN : 1961-9685

Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

Édition imprimée

Date de publication : 4 avril 2012

Pagination : 128-133

ISSN : 1961-9685

Référence électronique

Victoire Cottureau, Guillaume Le Roux et Mickaël Quintard, « Histoire des migrations internationales et des luttes contre les discriminations », *e-Migrinter* [En ligne], 8 | 2012, mis en ligne le , consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/655> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.655>

Tous droits réservés

Cycle de conférence sur l'histoire des migrations internationales et des luttes contre les discriminations, Espace Mendès France, Poitiers 2011-2012

Compte-rendu par Victoire Cottureau, Guillaume Le Roux & Mickaël Quintard

Organisé au sein de l'Espace Mendès France, le contenu du cycle de conférence 2011-2012 sur l'« histoire des migrations internationales et des luttes contre les discriminations » s'est à nouveau fait remarqué avant tout par sa diversité. La transversalité des thématiques de migrations et de discriminations a ainsi permis la pluralité des déclinaisons des objets (asile, réfugié, pauvreté, mémoire, diaspora), mais aussi des espaces géographiques (Afrique, Moyen-Orient, Europe) et des approches disciplinaires (histoire, géographie, anthropologie). Nous avons pour *e-migrinter* choisi de restituer le contenu des présentations de Boris Adjémian, Claire Zalc, Kamel Doraï et Véronique Petit.

« Des immigrants et des rois ; la sédentarisation d'une diaspora arménienne en Éthiopie au XX^{ème} siècle », 12 janvier 2012

[Boris Adjémian, Doctorant en Histoire à l'EHESS (Paris)]

Lors de cette conférence, Boris Adjémian a développé certains aspects de son travail de recherche doctorale axé autour de *la sédentarisation d'une diaspora arménienne à l'époque contemporaine en Éthiopie*. Face à un groupe emprunt d'une certaine invisibilité, l'historien s'est interrogé sur la manière dont sa présence pouvait être mesurée.

Confronté à l'éparpillement des sources écrites, Boris Adjémian a dû entreprendre une reconstitution minutieuse d'informations éparses. Malgré la rencontre de certaines difficultés initiales à gagner la confiance des enquêtés, l'enquêteur a pu accéder à un certain nombre de données majeures tels que les registres informatisés de l'église arménienne et un album de plus de cinq cent photos datés de 1905 à 1940 (galerie de portraits). Malgré ces données et face à la faiblesse des sources écrites, l'historien a dû largement recourir aux entretiens et à la mémoire des arméniens.

C'est ainsi que le doyen de la communauté arménienne, avec lequel il échangea à de nombreuses reprises, lui permit de reconstituer une histoire des arméniens en Éthiopie, depuis les pionniers jusqu'à nos jours. La découverte de la composition de la fanfare éthiopienne par une quarantaine d'arméniens orphelins lui donna les premiers indices sur l'importance et le rôle de cette communauté en Éthiopie

au XXème siècle. La fixation de cette diaspora et son rôle important dans l'entourage impérial se retrouvent à travers l'inscription des arméniens dans certaines tâches « sensibles ». Alors que les femmes sont par exemple sages-femmes ou couturières, les hommes officient davantage dans des domaines comme la photographie ou l'orfèvrerie. L'historien appréhenda alors la fixation de la diaspora arménienne à l'époque impériale comme une « nationalisation symbolique ».

Dans sa réflexion sur la mémoire collective, Boris Adjémian a pu constater une homogénéisation dans la manière de partager le passé chez les arméniens et une sorte d'unification de la mémoire de cette immigration. Cette mémoire partagée se cristallise ainsi autour du thème de l'amitié des rois. Se considérant comme invités par les rois d'Éthiopie, les arméniens ne se sont en effet jamais considérés comme des réfugiés. Ainsi, face à l'absence de regrets et de discours pour et sur leur pays d'origine, et face à une mémoire ancrée en Éthiopie, Boris Adjémian conclut sur une interrogation autour de la construction des mémoires en diaspora.

« Renouveler l'histoire de la Shoah ? Les perspectives récentes », 26 janvier 2012

[Claire Zalc, Chargée de recherche à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (CNRS-ENS)]

Dans le cadre de la parution de son ouvrage intitulé « *Face à la persécution ; 991 Juifs dans la guerre* », co-écrit avec Nicolas Mariot, Claire Zalc était venue présenter la démarche scientifique qui a guidé son travail de recherche. Celle-ci s'instaure dans une dynamique différente des historiographies de la Shoah qui ont été centrées, dans un premier temps sur les bourreaux, puis sur les témoignages des survivants.

Soixante-dix ans après les déportations, la grande majorité des témoins

ayant disparus, les historiens sont contraints de mettre en place de nouvelles démarches de recherche. Parallèlement, l'ouverture des archives et la mise en place de politiques mémorielles, notamment aux États-Unis, permet un accès à des sources encore récemment inaccessibles. Claire Zalc évoqua aussi le rôle important des écrivains qui ont cherché à retracer l'histoire de leurs familles. L'objectif principal de l'historienne était alors de retracer l'histoire des Juifs résidant dans la ville de Lens avant la Seconde Guerre mondiale. Cette démarche permet ainsi d'intégrer l'ensemble des populations juives dans l'analyse et de mettre ainsi fin au silence qui a prévalu sur ceux qui n'ont pas survécu aux déportations.

Le premier défi de la démarche méthodologique fut de recenser le nombre de Juifs résidant à Lens en 1939. Pour ce faire, de nombreuses sources furent mises à contribution telles que les archives départementales des déclarations des Juifs par les autorités, les lettres de déclaration envoyées par les Juifs à la préfecture, les dossiers d'aryanisation des biens, les dossiers de nationalisation, les listes de convois pour les camps, les sources de *l'International Tracing Service* retraçant les individus dans les camps et les dossiers des réfugiés en Suisse. Face à l'hétérogénéité des sources, Claire Zalc souligna le problème du caractère flou de la catégorie « Juif », dont la définition pouvait varier selon les autorités et les individus. Ainsi fut soulevé la question de savoir ce qu'est un Juif, et plus particulièrement un Juif résidant à Lens, ville située dans la zone interdite après l'armistice de juin 1940.

À travers l'étude des sources d'identification des Juifs par les autorités, Claire Zalc illustra la diversité des définitions adoptées à leurs égards. Elle commença par rappeler que la définition d'un Juif par l'administration nazie faisait mention d'une filiation à des ascendants, ce qui ne constitue en aucun cas une définition. Elle souligna ensuite les nombreuses ambiguïtés soulevées par l'étude des archives d'auto-déclarations

faisant suite au processus de déclaration ordonné par les autorités. Les individus qui se déclaraient pouvaient ainsi parfois faire mention de religion, de nationalité, d'origine ou de filiation. Le dénombrement des Juifs de Lens s'est donc fait d'après le recoupement des différentes sources, d'identifications et de déclarations, aboutissant à ce nombre de 991 Juifs en 1939.

La deuxième étape, et certainement la démarche la plus originale de la méthodologie de cette recherche, est la mise en relation des différentes sources pour reconstituer les trajectoires des familles recensées. Des trajectoires résidentielles avant les déportations aux trajectoires dans les camps, la mise en relation des différentes sources a permis de retracer des trajectoires complètes. À partir de cette démarche, Claire Zalc a pu retracer les parcours des familles ou des membres d'une même famille ayant fui Lens (où sont observés des liens entre les départs et la taille de la famille ou la possession d'un bien immobilier), celles qui se sont réfugiées en Suisse, les membres de la famille qui ont été déportés (avec les villes de départ et les dates précises) et les parcours dans les camps à partir des archives nazies en utilisant les numéros de série assignés aux personnes déportées.

La dernière étape, à travers une démarche prosopographique¹, correspondait à la reconstitution de l'ensemble des informations dans un tableur permettant une réflexion sur un collectif de persécution. De nombreuses questions ont pu être abordées comme, par exemple, l'étude du rôle de la déclaration dans les étapes de la persécution, le rôle du départ de Lens et de la date de départ sur l'arrestation ou non, ou encore le rôle du réseau de parenté. Quelques résultats montrent qu'il n'y avait par exemple pas d'association significative entre la déclaration et la déportation.

Cette démarche originale offre donc une nouvelle place aux victimes. Le travail d'archives a permis de décrire leurs histoires et leurs itinéraires à travers les différentes étapes de persécution. La reconstitution d'une cohorte de Juifs Lensois a été un moyen d'étudier le rôle de certaines situations et de certains choix sur la suite de leur parcours. Ces réflexions renvoient à l'impossibilité, pour nous contemporains, de se mettre en situation et de juger les choix qui ont été faits, comme par exemple l'auto-déclaration, la déclaration des membres de la famille ou la fuite.

Bien que ces travaux ne soient pas réellement représentatifs de l'histoire des Juifs en France ni de thèmes de recherche plus larges, ils s'insèrent dans des réflexions allant au-delà de ce cas d'étude. Claire Zalc évoque notamment le lien entre discrimination et arbitraire, mais aussi les réflexions sur les rôles des collectifs et des sociabilités, relativisant ainsi la prise en compte du collectif comme ressource.

**« La question de l'asile
au Proche-Orient : l'exemple des
réfugiés irakiens depuis 2003 au Liban
et en Syrie », 1^{er} février 2012**

[Kamel Dorai, chargé de recherche au CNRS (MIGRINTER)]

Afin de restituer le contexte dans lequel se pose la question de l'Asile au Liban et en Syrie, Kamel Dorai commença par rappeler la différence de contexte historique entre l'Orient et l'Europe. Il souligna que, comme dans d'autres parties du monde, la porosité des frontières tend à s'analyser à la lumière de la profondeur historique des mobilités. Alors que l'Empire Ottoman a pu être identifié comme un intense espace de circulation, l'installation des États-Nations a eu tendance à opérer des séparations entre populations parfois de même village et de même famille. Face à la jeunesse des réalités étatiques, les circulations ont continué dans leur intensité, participant alors à la

¹Étude de biographies.

complexité des réalités migratoires contemporaines où se superposent circulation familiale, de travail, de pèlerinage et d'asile.

Après avoir précisé que les pays de la région ne sont pas signataires de la Convention de Genève, Kamel Dorai restitua la différence dans la place occupée par la question de l'étranger au Liban et en Syrie. Ainsi, alors que cette question est absente du débat syrien, elle émerge au Liban à travers le débat de la transmission de la nationalité par le mariage (non accordée aux femmes) et dans un contexte de forte ethnicisation. Il mentionna notamment la prise de conscience dans l'espace public à travers des campagnes d'affichage où se traduisent, par exemple, la distinction entre ceux venus travailler et les demandeurs d'asile.

Le propos continua de se dérouler à travers la question des chiffres sur les réfugiés. Celui-ci mentionna alors l'absence de tradition statistique, ainsi que l'intime relation entre production des chiffres et logique de sécurisation de la part des États.

Suite aux premiers départs conséquents d'Irakiens en 2006, la production statistique s'articula autour de trois grandes catégories d'acteurs que sont les États d'accueil, le Haut Commissariat aux Réfugiés et les Organisations Non Gouvernementales internationales. Tandis qu'au Liban la population irakienne était évaluée entre 60 000 et 80 000 pour la fin d'année 2007, Kamel Dorai souligna pour la Syrie l'existence d'un accord tacite entre les trois institutions pour considérer la présence d'environ 1 500 000 irakiens dans la ville de Damas comptant 4 500 000 d'habitants. La critique de ce chiffre se construisit alors à la lumière du nombre de gens inscrits au HCR (environ 200 000), ainsi qu'à celle du décalage entre les investissements et la mise en place d'infrastructures et le « peu » de réfugiés présents. Après avoir formulé l'hypothèse que la manipulation des chiffres

s'inscrivait dans une démarche de drainage de fonds pour résorber les difficultés financières du HCR, Kamel Dorai estima la réalité des chiffres autour du nombre de réfugiés inscrits au HCR, et ce malgré le fait que les enregistrements ne constituent pas une preuve de résidence.

Dans le but de localiser ces réfugiés, le géographe présenta ensuite certains aspects méthodologiques de recherche. Pour Damas, où la localisation des populations s'est effectuée en fonction de la distribution alimentaire, l'inscription spatiale des réfugiés est relativement concentrée dans la périphérie de la ville. Kamel Dorai indiqua alors comme principaux marqueurs spatiaux de la présence irakienne, les taxis (4X4), les agences de voyage, l'aide humanitaire, les restaurants (commerces ethniques), les vendeurs ambulants, le développement de partis politiques ou encore les campagnes d'affichage. Davantage dispersés dans l'espace urbain, la situation est différente à Beyrouth. Dans un pays largement communautaire, les entrées choisies furent alors celles des lieux confessionnels et des milieux associatifs. Les différentes méthodologies de localisation traduisent ainsi des inscriptions des populations irakiennes dans des contextes sociétaux largement distincts.

« Pauvreté, environnement et migration en Guinée-Maritime », 8 février 2012

[Véronique Petit, Professeure à l'Université de Poitiers]

Véronique Petit a choisi de présenter une recherche entreprise en Guinée Conakry (2000 à 2005) lorsqu'elle travaillait au CEPED. Celle-ci s'inscrivait dans une articulation entre les thématiques de pauvreté, de développement et de migration. Commencée en 2000 et pensée sur sept années, les événements ont d'abord amené à une réduction du terrain de recherche à la sous-préfecture de Kanfarandé (à la frontière

de la Guinée Bissau) avant de l'interrompre définitivement en 2005.

Véronique Petit commença par un rappel historique et économique de la Guinée Conakry. Classée par le PNUD comme l'un des pays les plus pauvres du monde, les populations ont connu les répercussions d'une histoire nationale chaotique. Ainsi, les inégales occupations du pouvoir par les différentes populations ont eu tendance à engendré des rapports et investissements différenciés, donnant naissance à des contraintes plus ou moins importantes à la migration selon les terroirs. Ainsi, dans la région d'étude, où existe une dynamique de peuplement pluri ethnique, se sont succédées des vagues migratoires depuis le XVII^e siècle qui ont entraîné une cohabitation difficile entre éleveurs et agriculteurs ainsi qu'un recul forcé vers le littoral des riziculteurs.

Les objectifs de cette recherche étaient d'établir une mesure de la pauvreté, d'analyser les stratégies mises en place par les ménages dans un contexte de crise et de mettre en évidence les spécificités des contextes régionaux à travers la prise en compte des dimensions environnementales, démographiques, socioculturelles et économiques. Les hypothèses de départ s'articulaient autour de l'enclavement de l'économie dans l'organisation socioculturelle, de la dépendance de l'accès foncier à l'égard de la dynamique de peuplement, du développement d'activités économiques particulières selon les appropriations et usages spécifiques du terroir, de la migration comme réponse particulière face à la crise, et enfin de l'inscription des réponses dans des relations de concurrence et de dépendance entre les groupes ethniques.

L'enquête, effectuée dans la sous-préfecture de Kanfarandé, s'est déroulée dans quatre villages choisis en fonction des répartitions ethniques, des effectifs démographiques et du degré d'enclavement.

S'agissant d'une recherche pluri-disciplinaire, plusieurs types d'outils méthodologiques ont été utilisés tels qu'un recensement, une enquête socio-démographique par échantillon et une enquête ethnologique.

Cette recherche fut réalisée auprès de trois groupes (les « gens du riz », les peuls et les diakankés) dont l'anthropologue expliqua précisément la composition des ménages, les savoir-faire, les activités économiques, etc.

Le premier groupe est celui des « gens du riz ». Organisés autour de la production du riz, ils subissent une forte dépendance de la production agricole. Or, les récoltes insuffisantes les ont obligés à faire des emprunts aux peuls et à trouver des solutions telles que les migrations internationales « locales » (faible distance de la frontière) et les migrations régionales urbaines. Cependant, les migrations ne constituent pas une réponse à la paupérisation car celles-ci ne permettent pas d'acquisition de nouveaux savoirs et ne rapportent que peu d'argent.

Le deuxième groupe est constitué par les peuls ayant des activités économiques (commerce régional et international, pratiques de l'usure et du change) articulés à un savoir-faire migratoire ancien, mobilisé et actualisé. Leur expérience de la mobilité spatiale est liée à celle de la formation et au projet de mobilité sociale. Ainsi, non seulement leurs pluri activités sont rémunératrices, mais les Peuls inculquent à leurs enfants l'esprit de compétition et de réussite, permettant ainsi une transmission et une valorisation de leurs savoirs.

Le dernier groupe - composé des Diakankés - possède deux grands types d'activité ; l'économie du religieux (guérisseurs, extension des écoles coraniques) et la culture de l'arachide (production/distribution/commercialisation). Ces activités rapportent des bénéfices qui sont investis dans les départs vers les pays

du Nord ou dans l'équipement des familles ou de la communauté.

Ainsi, cette recherche a permis de faire ressortir un modèle fortement pénalisé (riziculteurs) et deux modèles qui résistent, voire qui tirent avantage de la crise (Peul, Diakanké). Aujourd'hui, les « gens du riz », dont la mono-activité et l'hyper spécialisation sont contre-productives, ont conscience d'être déclassés. À l'inverse, la pluri activité des Peuls devient un avantage dans un contexte de crise et l'économie du religieux (diakankés) bénéficie du contexte d'incertitude et de peurs, et comble également le déficit d'infrastructures scolaires et sanitaires locales.

Victoire Cottereau
Doctorante en Géographie
Migrinter - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
victoire.cottereau@univ-poitiers.fr

Guillaume Le Roux
Doctorant en Géographie
Migrinter - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
guillaume.leroux@univ-poitiers.fr

Mickaël Quintard
Doctorant en Géographie
Migrinter - UMR 7301
CNRS / Université de Poitiers
mickael.quintard@univ-poitiers.fr